

L'éducation populaire : marqueur des organisations de l'ESS et de leur projet politique

Le 29 mars matin, l'Institut Montparnasse organisait dans les locaux du groupe Vyv une matinée dédiée aux liens entre l'éducation populaire et l'économie sociale et solidaire.

Nous remercions chaleureusement les intervenants pour leur témoignage :

- Jean-Louis Cabrespines, Délégué général du Ciriec France, Administrateur de l'Institut Montparnasse
- Béatrice Delpéch, Directrice générale adjointe d'Enercoop
- Julien Mast, Délégué national du mouvement e-graine
- Sandrine Rospabé, Economiste, Enseignante – chercheuse à l'Université de Rennes - Mickaël Vartuaroglu, chargé de projets au Labo de l'ESS
- Stéphane Veyer, co-gérant de la Manufacture coopérative

Jean-Louis Cabrespines l'a souligné en introduction, on peut communément ancrer l'idée d'éducation populaire dans le projet de réforme du système éducatif porté par Nicolas Condorcet en 1792. Il s'agit pour la Nation d' *“offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs ; assurer à chacun d'eux la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il a droit d'être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature, et par là, établir entre les citoyens une égalité de fait, et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi”*. **Ainsi, l'instruction ne doit pas “abandonner les individus au moment où ils sortent des écoles”**.

Si l'éducation populaire a pu être représentée pendant longtemps et presque uniquement par de grands mouvements associatifs nés des révolutions du XIXème, force est de constater aujourd'hui une certaine dilution de leur objet de transformation sociale et d'accompagnement de l'engagement citoyen. Où s'est-elle donc déportée ?

Par essence, l'éducation populaire défend un projet d'émancipation individuelle, de politisation des enjeux collectifs, de l'organisation de la société et des rapports de domination qui s'y jouent. L'économie sociale et solidaire, parce qu'elle s'organise de manière démocratique, parce qu'elle porte elle aussi un projet politique de transformation sociale, partage ainsi des valeurs essentielles avec l'éducation populaire.

On peut donc légitimement s'interroger sur les liens entre l'ESS et l'éducation populaire.

Pour cela, nous avons demandé aux intervenants d'illustrer par un exemple la corrélation entre leur organisation et l'éducation populaire :

1. La détermination du salaire des membres de la coopérative

La Manufacture coopérative est une coopérative d'activité et d'emploi dans laquelle chaque membre a une triple casquette : celle de travailleur salarié, gestionnaire de l'activité qui permet de le rémunérer, associé de la SCOP. L'éducation autour des enjeux économiques et de protection sociale doit permettre aux coopérateurs d'agir en citoyens au moment de déterminer leur propre salaire.

2. Un programme d'échanges avec les sociétaires d'une SCIC autour du nucléaire comme mode

Enercoop est une SCIC dont le projet est de permettre aux citoyens sociétaires de s'interroger sur la production et les usages en matière d'énergie, afin de les rendre acteurs sur ce marché. En 2021, face à la flambée des prix de l'électricité sur les marchés, Enercoop a mis en place un programme d'échanges avec ses sociétaires pour décider de l'avenir de l'organisation. Malgré un sociétariat partisan des énergies renouvelables, ce programme a abouti à une décision d'approvisionnement provisoire en nucléaire. Cette décision a été adoptée en résolution à l'Assemblée Générale.

3. L'accompagnement au changement des habitudes alimentaires des habitants d'un quartier prioritaire, concrétisé par des initiatives de l'ESS

E-graine est un mouvement associatif d'éducation populaire, qui a pour objet social de redonner au plus grand nombre les moyens de s'intéresser aux questions de transitions sociales et environnementales et de faire des choix éclairés en tant que citoyens du monde. Dans un quartier prioritaire de Bordeaux, la ville a demandé à e-graine d'accompagner les gens autour du "mieux manger". Le diagnostic partagé avec les habitants révèle un manque d'offre alimentaire sur le quartier. La réponse a été d'initier - avec les habitants et des acteurs de l'économie sociale et solidaire - une nouvelle façon d'approvisionner le territoire avec une alimentation de qualité : marché de producteurs, cantines éphémères, potagers en pied d'immeuble ont ainsi vu le jour.

Les organisations de l'ESS sont des lieux d'apprentissage de la vie démocratique. Or, pour l'exercice de cette vie démocratique, l'éducation populaire donne les outils pour se disputer sans violence. Enercoop a ainsi organisé une gouvernance horizontale, en mettant en place une gestion par consentement et des élections sans candidats.

Inversement, dans l'exemple donné par Julien Mast, l'économie sociale et solidaire apparaît comme un moyen au service des ambitions d'émancipation des habitants sur le territoire.

Comme le souligne Stéphane Veyer, si l'on a coutume de dire que l'ESS mène un projet économique au moyen de l'éducation, on peut aussi considérer qu'elle mène un projet éducatif au moyen d'une activité économique. Le savoir doit pouvoir se construire collectivement. L'éducation doit pouvoir bénéficier à tous, tout au long de la vie (on parle d'éducation permanente en Belgique) et pas seulement à l'école.

Des racines communes à l'ESS et à l'éducation populaire peuvent se retrouver dans l'histoire, dans les sociétés de secours mutuels qui alliaient la défense des conditions matérielles d'existence et les pratiques d'éducation, de culture et de conscience politique. Si un éloignement progressif de ces deux courants au cours du XXème siècle a eu lieu, les enjeux de coopération aujourd'hui sont plus que nécessaires dans un contexte de crise de la démocratie et de nécessaire transition écologique.

Le travail que mène le Labo de l'ESS, en s'associant à e-graine et à la Fabrique des transitions est, de ce point de vue, inspirant. Sous forme de recherche-action, le Labo entame une démarche d'expérimentation dans des territoires, destinée à impulser l'alliance entre ESS et éducation populaire au service d'une transition écologique juste. Cette alliance a pour ambition d'entamer une démarche de changement économique, mais aussi culturel et social, qui permette une véritable appropriation par chacun de la transition écologique juste.

Sandrine Rospabé rappelle pour ce faire qu'une coopération fructueuse devra reposer sur des projets communs, la formation des futurs professionnels de l'ESS et de l'éducation populaire sur leurs domaines respectifs, mais aussi le soutien de l'Etat.